

François Hollande répond aux Français



Le président de la République a dressé un premier bilan de son quinquennat à mi-mandat, face aux Français sur TF1 et RTL le 6 novembre. Il a notamment annoncé la fin des hausses d'impôts dès 2015 et la mise en place de nouveaux dispositifs pour lutter contre le chômage.

« Mon rôle, c'est de protéger les Français »



François Hollande a dressé un premier bilan de son quinquennat, à mi-mandat, face aux Français. Il a tenu à répondre aux critiques et a fait de nombreuses annonces. « J'ai été candidat, j'ai voulu me présenter devant les Français, être choisi par eux et exercer la responsabilité la plus élevée du pays. Je savais que ça serait difficile, a-t-il rappelé. J'accepte toutes les critiques, j'accepte même les trahisons, j'accepte que l'on puisse me faire des reproches. Mais ce que je n'accepte pas, et ce que j'accepterai jamais, c'est qu'on puisse toucher à la France. »

Pour le Président, « le point majeur, et c'est ainsi que notre pays s'en sortira, c'est s'il prend confiance, non pas en moi, ou dans les gouvernants: en lui-même, car il a tous les ressorts, toutes les qualités pour y parvenir [...] Je vais pendant les deux ans et demi qui me restent, jusqu'au bout, vous m'entendez, jusqu'au bout, réformer mon pays, le rendre plus fort. »

« Mon rôle, c'est de protéger les Français », a déclaré le chef de l'Etat sur TF1 et RTL, « je vais les emmener pour qu'en 2017 la situation soit rétablie, mais dans le respect de ce que nous sommes, la République sociale ».

FISCALITÉ

« A partir de l'année prochaine, il n'y aura pas d'impôt supplémentaire sur qui que ce soit. » François Hollande a annoncé qu'il n'y aurait plus d'augmentation d'impôts à partir de 2015 et jusque la fin du quinquennat. « Un moment donné, la classe moyenne supérieure ne peut plus accepter d'augmentation d'im-

pôt », a-t-il remarqué. Outre les prélèvements, le chef de l'Etat mise sur la poursuite de la baisse des dépenses publiques pour combler le déficit de l'Etat : « Les déficits ont baissé. Quand je suis arrivé en 2012, le déficit était à 5,2% (du Produit intérieur brut), il est à 4,4%. C'est encore trop mais c'est moins que ce j'ai trouvé », a-t-il commenté, soulignant que sous ses prédécesseurs, celui-ci avait même atteint 7%.

EMPLOI

Le Président a d'abord reconnu certaines erreurs : « J'avais parlé de l'inversion de la courbe du chômage. Ce n'est pas venu, je m'en suis fait reproche parce que c'était une espérance pour beaucoup, notamment ceux qui étaient demandeurs d'emploi. Donc à partir de là, je me suis dit qu'est-ce que je fais, je reconnais cette erreur: oui, on aurait dû avoir plus de croissance, tout le monde s'était trompé, tout le monde pensait que la reprise allait venir. »

Il a ensuite annoncé le retour d'une allocation pour les chômeurs qui ont suffisamment cotisé mais n'ont pas atteint l'âge de la retraite. Cette allocation doit leur permettre de faire la jonction entre le chômage et la retraite. Elle avait été supprimée en janvier 2011.

François Hollande a aussi acté la création d'un contrat aidé pour les chômeurs seniors en fin de droits à qui il manque quelques trimestres de cotisation. Il s'agira d'un emploi « soit dans l'entreprise, soit dans une collectivité », aidé par l'Etat afin que ces chômeurs seniors puissent prendre leur retraite en étant au travail.

Par ailleurs, le président a annoncé la création de 15 000 emplois d'avenir supplémentaires d'ici janvier prochain. Ils feront partie des 45 000 emplois aidés supplémentaires annoncés par le gouvernement.

ENTREPRISES

Interrogé sur les cotisations sociales par une chef d'entreprise, François Hollande a défendu le choc de simplification, qui devrait rapporter 11 milliards d'euros dont 60% pour les entreprises.

En outre, les baisses d'impôts liées au CICE seront pérennisées en baisse des cotisations sociales dès 2017. Le CICE doit permettre de dégager 41 milliards d'euros pour les entreprises dans le cadre du pacte de responsabilité.

JEUNESSE

François Hollande a détaillé la création d'un nouveau service civique universel. Plus court que le dispositif actuel (deux ou trois mois seulement), il ne serait pas indemnisé mais permettrait aux jeunes d'effectuer des missions par exemple dans une maison de retraite ou une école.

François Hollande a aussi évoqué un plan seconde chance pour les jeunes qui quittent le système scolaire : « Je ne veux plus qu'un jeune soit sorti d'un système scolaire et n'ait pas la possibilité d'y revenir et le regrette toute sa vie. » Il est également revenu sur les détails du grand plan numérique pour l'école, qui prévoit par exemple l'institution de cours de codage. Ce plan devra être appliqué dès la rentrée 2016.

Soirée militante à Solférino



Plus de 150 personnes se sont retrouvées au siège du parti socialiste pour suivre en direct l'intervention de François Hollande. En présence notamment de Stéphane Le Foll et de Najat Vallaud-Belkacem, les twittos ont relayé les propos du Président sur les réseaux sociaux. A l'issue de la soirée, Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste, a estimé que François Hollande avait « fixé un cap pour le pays jusqu'à la fin du quinquennat » : « Il a fixé un cap, répondu concrètement, il l'a fait sans prétention, sans estimer qu'il réglait tous les problèmes, et montré qu'il marchait pas à pas vers une nouvelle France ».

Le chef de l'Etat « a indiqué qu'il avait peut-être commis des erreurs en annonçant l'inversion de la courbe du chômage. C'est assez rare que des hommes politiques reconnaissent leurs erreurs, et encore plus rare que les Présidents de la République le fasse », remarque le député de Paris.

« Les Français ont découvert un François Hollande tel que lui même, c'est-à-dire connaissant parfaitement les problèmes des Français, étant capable même de dire ce qui se passe dans un certain nombre de régions (...) et puis démontrant qu'il a une vision sur ce que doit être la France dans les années à venir », ajoute Jean-Christophe Cambadélis.

Le premier secrétaire du PS remarque que le président a comparé la France avec l'Allemagne : « dans une vingtaine ou une trentaine d'année la France sera en tête, et les efforts que nous faisons aujourd'hui ne seront pas vains ils serviront à la fois notre pays et à nos enfants ». François Hollande « a défini les trois domaines d'excellence, où la France a les moyens d'être la première puissance au monde : le numérique, l'énergétique, la santé ».

14-18 : François Hollande rend hommage aux combattants

François Hollande était sur le plateau de Notre-Dame-de-Lorette dans le Pas-de-Calais pour célébrer l'armistice du 11 novembre, 100 ans après le début de la Première guerre mondiale. Le président a choisi ce lieu hautement symbolique, le plus grand cimetière militaire français, où sont enterrés 40 000 poilus. Il a inauguré l'Anneau de la mémoire, un mémorial où sont gravés les noms des 580 000 combattants tués en Flandre et en Artois, sans distinction de nationalité. « Ces commémorations, elles sont également faites pour nous rappeler à nos devoirs – dirigeants du monde, citoyens du monde –, nos devoirs pour la paix, pour la sécurité, pour les Droits de l'homme, pour la démocratie, a rappelé le Président. A chaque fois que le nationalisme resurgit, à chaque fois que les idéologies de haine refont surface, à chaque fois que les séparatismes s'exacerbent, alors nous devons nous souvenir de l'engrenage infernal de l'été 1914 et où il a conduit l'Humanité. »



Lutter contre la déflation en Europe : Le plan européen d'investissements d'avenir

Le bureau national a adopté un memorandum pour la réorientation de l'Europe le 4 novembre

L'Europe, et plus particulièrement la zone euro, est au bord de la déflation. Même l'Allemagne a vu sa croissance ralentir ces derniers mois. Si nous voulons éviter de rentrer dans une spirale déflationniste de laquelle il serait long et difficile de sortir, comme le montre l'expérience japonaise des années 80 et qui pourrait avoir des conséquences économiques, sociales et politiques désastreuses, il est urgent d'agir et d'agir vite. Une politique de lutte contre la déflation par une relance de l'investissement public et privé en Europe relève donc de l'intérêt général.

En 2010 déjà, lorsque les Etats membres de la zone euro, très majoritairement conservateurs, décidèrent de la fin des politiques de soutien à l'économie européenne pour se concentrer exclusivement sur la baisse des déficits et des dettes publics, les socialistes et sociaux démocrates européens avaient largement alerté sur les risques d'une telle politique d'austérité et de l'état de danger dans lequel se trouvait la zone euro. Une telle réorientation de politique économique n'était pas neutre et marquait le manque de compréhension des mécanismes à l'œuvre dans l'apparition de la crise.

Alors que la crise financière qui a frappé l'Europe en 2007-2008 était d'abord le fait d'une finance privée dérégulée et de déséquilibres des balances courantes insoutenables au sein de la zone euro, les déficits et dettes publics dans ce cadre étaient une conséquence et non la cause de la crise. Les politiques d'austérité menées en conséquence relevaient davantage d'un parti pris idéologique impulsé par le trio Merkozy/Barroso, que d'une

« QUICONQUE PENSE QUE L'EUROPE POURRAIT SE REMETTRE DE LA CRISE SEULEMENT EN RÉALISANT DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES, DEVRAIT ÉTUDIER LA CONSÉQUENCE FATALE DE LA POLITIQUE DE DÉFLATION D'HEINRICH BRÜNING EN 1930/32. ELLE A ENGENDRÉ UNE DÉPRESSION ET UN CHÔMAGE D'UNE AMPLIEUR INSUPPORTABLE ET A MENÉ À L'EFFONDREMENT DE LA PREMIÈRE DÉMOCRATIE ALLEMANDE. »

HELMUT SCHMIDT, CONGRÈS
DU SPD, 4 DÉCEMBRE 2011

analyse rigoureuse des origines et des conséquences économiques de la crise. Elles furent un échec. L'inflation a baissé continuellement depuis 2011 et a atteint un niveau extrêmement bas (0,3% en septembre 2014 en zone euro) alors que le PIB réel de la zone euro en 2013 était négatif à 0,4% en glissement annuel. Les politiques d'austérité ont un effet déflationniste. Une baisse des prix implique une pression à la baisse sur les salaires et une baisse de la production. L'investissement diminue en conséquence mais aussi à cause d'une hausse des taux d'intérêt réels. La « réduction des déficits à marche forcée » dans tous les Etats membres sans relance parallèle par l'investissement aurait un impact récessif sur l'économie européenne, et doit de ce fait être rejetée. Un plan de relance européen, coordonné, doit donc être programmé au plus vite.

À l'heure où des réformes structurelles nécessaires sont engagées dans certains Etats membres mais ne porteront leur fruits que dans un ou deux ans comme en attestent les études de l'OCDE pour la France, il est urgent de ne pas sombrer dans une course à la concurrence fiscale, sociale

et environnementale vers le bas, mais au contraire d'accompagner ses réformes par une relance européenne.

Les dernières révisions de croissance des organisations internationales (Fonds monétaire international et Organisation de coopération et de développement économiques) pour la zone euro et l'Europe attestent d'une baisse de l'activité et de risques de déflation. Même l'Allemagne commence à subir les conséquences (-0,2% de croissance au second trimestre 2014) d'une austérité budgétaire imposée en Europe, sa production industrielle est en baisse (-4% en août 2014) tout comme ses exportations (-5,8% en août 2014). Il ne s'agit plus désormais d'opposer les pays du sud au pays du nord de l'Europe, mais de relever les défis d'une baisse l'activité au niveau internationale qui pèse sur la stratégie exportatrice de l'Europe. Il n'est pas trop tard pour réagir. Le moment l'impose, dans l'intérêt général de l'ensemble des européens. La parole portée de manière continue par les socialistes et sociaux démocrates européens commence à être entendue. Sous l'impulsion de François Hollande, la France porte depuis 2012 cette réorientation des politiques européennes, rejoint ensuite par d'autres, comme l'Italie de Matteo Renzi ou le SPD en coalition en Allemagne.

Déjà, la réorientation commence à porter ses fruits. Des infléchissements notables de la politique européenne ont déjà été réalisés : la baisse de l'euro, la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux avec notamment l'échange automatique d'informations, l'annonce du plan d'investissements, l'union bancaire, l'accord sur le climat, la garantie jeunesse, la réforme de la directive sur les travailleurs détachés

« DES INVESTISSEMENTS PUBLICS DANS L'INFRASTRUCTURE PLUS IMPORTANTS ET DE MEILLEURE QUALITÉ SONT ESSENTIELS POUR STIMULER L'ACTIVITÉ ET CRÉER DES EMPLOIS ; LES EFFETS EN SONT PLUS SENSIBLES EN PÉRIODE DE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE ET LORSQUE L'INVESTISSEMENT EST TRÈS EFFICIENT ; SI L'INVESTISSEMENT EST CORRECTEMENT GÉRÉ, SON EFFET STIMULANT SUR LA PRODUCTION COMPENSE LES EMPRUNTS CONTRACTÉS ».

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE
MONDIALE DU FMI, OCTOBRE 2014

Aujourd'hui des voix se font entendre au-delà même du camp progressiste, comme le témoigne les positions récentes du gouvernement allemand. La prise de conscience est là. Elle doit maintenant se traduire en actes. Il en va de l'avenir même de l'Union européenne. Au moment où la nouvelle Commission européenne entre en fonction, sa responsabilité est grande de proposer rapidement le contenu du plan d'investissements de 300 milliards qui a été convenu au Conseil européen à la demande des socialistes et sociaux-démocrates européens. Ce plan devra être rapide, être constitué

d'investissements publics et privés issus de fonds nouveaux, excluant le recyclage de programmes budgétaires déjà existants. La responsabilité des États membres sera de le mettre en œuvre.

Si l'Union européenne doit rester un ensemble politique, économique et monétaire stable, durable et cohérent, un scénario de sortie de crise coordonné au plan européen doit être proposé.

« Nous devons écouter et comprendre la société pour répondre à ses problèmes »



Interview de Meritxell Batet, secrétaire des études et des programmes du PSOE, le parti social-démocrate espagnol.

Qu'est-ce qu'être social-démocrate signifie pour vous ?

Être social-démocrate signifie pour moi être en faveur de l'égalité et de la liberté, au même niveau. Être social-démocrate, c'est défendre une conception de la liberté qui ne consiste pas à laisser quelqu'un se débrouiller seul : pour nous, la liberté signifie pouvoir exercer ses droits civiques (liberté d'expression, droit de vote, droit de se marier avec la personne que l'on aime, quelque soit son sexe), mais la liberté signifie également donner des outils aux gens (éducation, culture, protection sociale, assurance chômage) pour leur permettre de choisir la vie dont ils ont envie. Nous, sociaux-démocrates, pensons que la vraie liberté requiert l'égalité et la construction d'une société basée sur des valeurs communes.

Comment les sociaux-démocrates peuvent-ils atteindre leurs buts aujourd'hui ?

Il n'y a qu'une manière d'atteindre nos buts, c'est d'arriver au pouvoir. Pour ce faire, nous avons besoin de l'accord de la majorité, nous devons écouter la société, pour pouvoir fournir des réponses à ses problèmes.

Il est plus difficile aujourd'hui d'atteindre nos objectifs que par le passé, car nous avons besoin d'une réponse internationale aux défis posés par un nouveau capitalisme financier qui ne s'arrête pas aux frontières d'un seul État. Je veux dire que dans un monde global, pour atteindre nos objectifs, nous avons besoin de gouverner non seulement nos États, mais aussi l'Union européenne. Si ce n'est pas le cas, la frustration envers les gouvernements sociaux-démocrates des États membres qui ne sont pas en capacité de développer des politiques de gauche pourrait favoriser la montée des populismes.

Quelles doivent être les priorités des sociaux-démocrates dans les dix prochaines années ?

Les sociaux-démocrates doivent pouvoir mener trois transitions en Europe : une transition politique, une transition économique et une transition sociale.

La transition politique consiste à reconnecter les gens avec les institutions démocratiques, avec le Parlement, le pouvoir judiciaire, les partis politiques. La transition économique consiste à trouver un modèle de croissance durable, en termes sociaux et environnementaux, qui puisse durer des décennies. Et enfin une transition sociale, afin de prévenir les inégalités à la source : nous avons besoin de plus d'action, de régulation, d'éducation, de prévenir les injustices dans le partage du pouvoir et des opportunités. Nous devons prévenir plus, et corriger moins. C'est moins coûteux, et surtout, plus juste.

EUROPE

Réorienter l'Europe, c'est notre combat !

DEPUIS 2012, LA GAUCHE AGIT POUR LA RELANCE EN EUROPE

Pourquoi ?

Parce qu'on ne règle pas la crise par une politique de **rigueur et d'austérité**, mais par une **relance des investissements à l'échelle européenne**. Réorientons l'Europe vers la croissance et l'emploi !



“

Réduire nos déficits à marche forcée dans ce contexte de faible croissance serait une faute, il faut une réorientation de l'Europe vers une véritable politique de croissance et d'emploi

”



“

Nous devons faire face à un changement majeur : la déflation. C'est un mal qui ronge notre société avec un chômage de masse et la montée de la xénophobie, nous devons nous battre pour obtenir les conditions de la croissance en Europe, la priorité c'est l'investissement !

”

UN PLAN DE RELANCE POUR L'INVESTISSEMENT EN EUROPE

300 milliards

Les socialistes et les sociaux-démocrates en Europe ont obtenu un plan de relance par l'investissement dans les secteurs d'avenir à hauteur de 300 milliards d'euros grâce à des financements privés et publics. Ce sont des projets d'avenir qui seront ainsi soutenus dans tous les pays de l'Union Européenne.

LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE DES JEUNES : LA GARANTIE JEUNESSE ET ERASMUS +

Grâce aux socialistes et aux sociaux-démocrates, l'Europe s'attaque au chômage



10 000
bénéficiaires en 2014
50 000
en 2015



20 pays
éligibles

ET EN FRANCE, LA GARANTIE JEUNESSE S'ÉTEND

30 000
euros de budget



10 000
jeunes concernés,
30 000 en octobre 2014



10
territoires concernés,
en 2016 **extension**
à tout le territoire national

Erasmus + en chiffres

+14,7 Mds

d'euros pour étendre
le dispositif Erasmus,
soit une hausse de 40%

+4 millions

de bénéficiaires, car le
dispositif ne se limite pas
qu'aux étudiants

+9%

sur les bourses en 2014 soit 272 euros
en plus des aides nationales
et régionales

3 1 2

La France est l'une des trois
destinations Erasmus les plus
privilegiées par les jeunes européens.

POUR UNE EUROPE SOCIALE : LE SALAIRE MINIMUM

En 2014, l'Allemagne a voté une loi sur le salaire minimum.



8,5 euros
par heure



9,53 euros
par heure



TOUTES LES
BRANCHES
CONCERNÉES

3,7 millions

de bénéficiaires potentiels en Allemagne

« Le PLFSS répond aux attentes de nos concitoyens »



Interview de Marc Mancel
Secrétaire national à la
santé, à la petite enfance,
à la protection sociale et à
l'autonomie

Quelles sont les mesures phares du PLFSS ?

Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2015, adopté par l'Assemblée Nationale le 28 octobre dernier contient de nombreuses mesures qui vont dans le bon sens, en particulier concernant l'accès aux soins et les droits sociaux :

- La suppression des franchises pour les bénéficiaires de l'aide à la complémentaire santé (ACS). A partir du 1^{er} juillet 2015, ce sont plus d'1,3 million d'assurés qui en seront bénéficiaires.
- La mise en place du tiers payant. A partir du 1^{er} juillet 2015 pour les bénéficiaires de l'ACS et pour tous les assurés sociaux en 2017
- Le développement de la médecine et de la chirurgie ambulatoire permettant un retour plus précoce au domicile pour le patient.
- La mise en place d'un « plan crèche » très ambitieux grâce auquel les femmes et les hommes souhaitant être à la fois parents et professionnellement actifs pourront faire garder leurs enfants. Ce plan ambitieux prévoit la création de 275 000 places d'accueil supplémentaires sur 5 ans.
- La modulation des allocations familiales, dans un contexte économique difficile, l'effort demandé à la branche famille pour 2015 sera modulé selon le revenu de chaque famille. Elle ne remet donc pas en cause le principe d'universalité des allocations familiales. En aucun cas, ce dispositif ne touchera les familles modestes et moyennes puisqu'elle ne portera que sur les revenus nets mensuels supérieurs à 6000 euros. Il est bon de rappeler que le salaire médian dans notre pays est de 1712 euros nets mensuels. 90 % des familles ne seront pas

concernées par cette mesure. Cette modulation des allocations familiales rapportera 800 millions d'euros et permettra de maintenir la prime à la naissance, la majoration des allocations familiales à 14 ans et les aides à la garde d'enfants.

- La revalorisation exceptionnelle de l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA), portée à 800 euros pour une personne seule et à 1 242 euros par mois pour un couple.
- Le versement d'une prime exceptionnelle de 40 euros aux assurés dont les retraites sont inférieures à 1 200 euros mensuels.

Il contient également, des dispositions destinées à préserver les hôpitaux de proximité, qui offriront un meilleur accès aux soins dans tous les territoires ou l'élargissement des mesures incitatives pour lutter contre les déserts médicaux, ainsi que l'amélioration de l'accueil pré ou post-hospitalier. Ce PLFSS répond aux attentes de nos concitoyens tout en affirmant fortement qu'en ces temps difficiles l'exigence sociale reste plus que jamais de mise !

En quoi cette loi permet-elle de préserver notre modèle social ?

Le PLFSS pour 2015 fixe 3 priorités : rétablir les comptes de la sécurité sociale, maintenir le même niveau de couverture et moderniser la protection sociale, conditions sine qua non pour pérenniser notre système de protection sociale, préparer l'avenir et poser les bases d'une modernisation de notre système de santé.

Par exemple en matière de santé, tout en faisant les réformes structurelles nécessaires, le gouvernement a refusé toute mesure de transfert de charges vers les patients, par conséquent la prise en charge de tous les assurés sociaux et ce, sans suppression de prestation, ni déremboursement, ni forfait, ni franchise supplémentaire, s'en trouve améliorée ...

Concrètement cette volonté politique se traduit par la diminution, depuis 2012, de la part des dépenses de soins restant à la charge des patients qui ont passé de 9,2 % à 8,8 %, alors qu'elle avait explosé au cours du dernier quinquennat.

Comment permet-elle maîtriser les finances publiques ?

Depuis 2012, la politique engagée par le gouvernement s'attache à réduire le déficit, hérité de la majorité précédente. Cette politique se décline sur deux orientations : une politique d'efficacité dans la maîtrise des dépenses, dans la réorganisation du système notamment de nos régimes de retraites et de notre système de santé mais aussi une politique de justice sociale en garantissant à tous nos concitoyens d'accéder à un système de protection sociale de qualité.

Grâce aux mesures mises en place, le déficit du régime général et du fonds de solidarité vieillesse s'est réduit de 3,4 milliards d'euros en 2012 (à 17,5 milliards) puis de 2,1 milliards d'euros en 2013 (à 15,4 milliards d'euros). Conséquence du faible niveau de la croissance et de l'inflation cette dynamique a été ralentie en 2014 et de ce fait la réduction du déficit a été de seulement 800 millions d'euros (-11,7 milliards pour le régime général après -12,5 milliards en 2013). Même si les dépenses ont été complètement maîtrisées, il a manqué 4 milliards d'économies de recettes par rapport à ce qui était attendu. En 2015, le Gouvernement propose de réduire le déficit du régime général (branches famille, maladie, vieillesse et accidents du travail) à 10,5 milliards. Ce déficit est porté à 13,4 milliards en englobant celui du Fonds de solidarité vieillesse.

Le PLFSS 2015 permettra de maîtriser durablement les déficits qui ont été déjà considérablement réduits grâce aux deux PLFSS précédents.



États généraux des socialistes

MERCI

Nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui ont contribué aux États généraux des socialistes.

Dès l'Université de La Rochelle, nous avons fait le pari de donner la parole aux militant-e-s pour reformuler collectivement l'identité du Parti socialiste. Cette démarche participative, inédite pour notre formation politique à été un succès : sympathisant-e-s, militant-e-s, élu-e-s, sections et fédérations ont répondu présents.

Grâce à l'implication de chacune et de chacun, ce sont plus de 5 600 contributions individuelles ou issues des travaux des sections et des fédérations qui ont été déposées sur le portail Internet www.etats-generaux-des-socialistes.fr.

Le 6 décembre prochain, nous nous retrouverons à Paris, avec l'ensemble des contributeurs, pour un grand rassemblement national de clôture de nos États généraux.

Ce sera l'occasion de revenir sur les multiples propositions et témoignages qui ont été exprimés pendant ces 100 jours de débats.

À partir des nombreuses contributions déposées sur chaque thème, en s'appuyant sur les auditions de personnalités organisées par le comité national de pilotage, une charte de l'identité des socialistes sera débattue en bureau national, puis soumise au vote des militants le 3 décembre prochain.

Amitiés socialistes

Jean-Christophe Cambadélis

Premier secrétaire du Parti socialiste

Guillaume Bachelay

Secrétaire national à la
coordination et aux études